

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 23 FEVRIER 2016

SOMMAIRE

- 1) Elle cartonne...la pétition
- 2) La riposte
- 3) Pas pour "ça"

Gérard Diez La Presse en Revue

I) La pétition contre le projet de loi El Khomri cartonne

**LOI TRAVAIL
NON MERCI**



Lancée il y a trois jours par des militants associatifs et syndicaux, le texte recueillait, dimanche en fin de journée, plus de 150 000 signatures.

«Ulcérés», «choqués», «trahis», ils sont nombreux à faire éclater leur colère sous la pétition en ligne «Loi Travail : non, merci !» Lancée il y a trois jours par des militants associatifs et syndicalistes, elle comptabilisait, dimanche après-midi, près de 156 000 signatures. Celles de salariés, retraités et même indépendants, craignant que le projet de loi de la ministre du Travail, Myriam El Khomri, qui sera présenté le 9 mars en Conseil des ministres, n'entraîne un retour «cent ans en arrière», «au temps de l'Assommoir et de Germinal». A l'instar de ce signataire qui «n'accepte pas qu'un gouvernement qui se dit de gauche mène une politique que la droite n'aurait même pas osé tenter». Ou encore de ce petit patron trouvant «inadmissible» ce texte qui, dit-il, «servira uniquement les grosses entreprises».

«Rassembler rapidement pour agir avec l'ensemble des syndicats»

La pétition s'accompagne d'une plateforme proposant un décryptage du projet de loi. En treize boîtes de couleurs, la page dénonce les principaux points contestés du projet de loi : «En cas de licenciement illégal, l'indemnité prud'homale est plafonnée à 15 mois de salaire», «il suffit d'un accord d'entreprise pour que les heures supplémentaires soient 5 fois moins majorées», «les apprentis mineurs pourront travailler 10 heures par jour et 40 heures par semaine»...

«Nous avons voulu créer un site citoyen d'information permettant de comprendre et d'agir contre ce texte dangereux», explique Sophie Binet, secrétaire générale adjointe de l'UGICT-CGT (cadres), à l'initiative de la mobilisation avec une poignée d'autres militants, «dont plusieurs anciens de la lutte contre le contrat première embauche (CPE) de 2006».

Loi travail : non merci ! Découvrez le projet de @MyriamElKhomri et participez à la mobilisation #loitravailnonmerci <https://t.co/mSzLl9Shgb>

De quoi irriter le gouvernement qui s'est empressé, dès samedi, de publier un vrai-faux sur l'ensemble des attaques dirigées contre son projet de loi. Un exercice de «mauvaise foi, pointe Sophie Binet. D'ailleurs, c'est un grand classique, chaque fois qu'il y a de la contestation, on nous répond par de la soi-disant pédagogie». Sauf que les questions-réponses du gouvernement sont parfois assez étonnantes. Exemple avec la question de la durée de travail des apprentis. Dans son vrai-faux, l'exécutif précise que les apprentis ne vont pas «tous devoir travailler plus». «Mais nous n'avons jamais dit cela !» s'agace Binet. Quant aux autres précisions apportées par le gouvernement pour rassurer les troupes, certaines sont un peu tirées par les cheveux, voire erronées.

Du côté des contestataires, quelques raccourcis ou imprécisions sont aussi à relever (1). Ainsi, quand les pétitionnaires déclarent que «les 11 heures de repos obligatoires par tranche de 24 heures peuvent être fractionnées» avec le projet de loi, ils oublient de préciser que cette mesure ne concernera que les salariés au forfait. Même chose quand ils expliquent que «par simple accord, [le projet de loi permet] de passer de 10h à 12h de travail maximum par jour». Une disposition qui existe déjà aujourd'hui, depuis un décret de 2008, mais qui ne figure pas dans la loi et reste peu connue. Ou lorsqu'ils affirment que «le plancher de 24 heures hebdomadaires pour un contrat à temps partiel n'est plus la règle dans la loi», alors que des dérogations sont d'ores et déjà possibles. «De manière plus générale, c'est le danger de l'inversion de la hiérarchie des normes que nous dénonçons», conclut Binet.



II) La riposte syndicale à la loi El Khomri s'organise: intersyndicale mardi



© Afp

La riposte syndicale semble s'organiser contre le projet de réforme du travail: la CGT a convié mardi neuf syndicats à discuter d'"actions et initiatives communes" contre un texte jugé trop favorable au patronat. La CFDT, CFE-CGC, FO, Unsa ont d'ores et déjà accepté.

Le premier syndicat français a invité la FSU, FO, Solidaires, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, l'Unsa, l'Unef et l'UNL (lycéens) mardi à 18H00 dans ses locaux, à Montreuil, près de Paris, "afin d'échanger sur l'analyse de la situation sociale, économique et politique" de la France.

Il s'agira "d'évaluer les champs d'éventuelles actions et initiatives communes", est-il indiqué dans l'invitation, envoyée aux numéros un des neuf organisations et dont l'AFP a obtenu copie.

Interrogées par l'AFP, la CFDT, FO, l'Unsa et la CFE-CGC ont d'ores et déjà indiqué qu'elles s'y rendraient. La CFTC doit décider dans l'après-midi.

La CGT avait annoncé dès vendredi son intention de mettre en place "une réaction forte et unitaire du monde du travail" après la divulgation du projet de loi de Myriam El Khomri. Les autres syndicats ont aussi protesté contre un texte qui fait la part trop belle, selon eux, aux revendications du patronat.

Transmis au Conseil d'État, le projet de loi prévoit notamment la primauté des accords d'entreprise en matière de temps de travail, la possibilité de référendum pour valider des accords minoritaires, une "sécurisation" juridique du licenciement économique pour les entreprises, des indemnités prud'homales plafonnées et un recours facilité au forfait-jour dans les petites entreprises.

"Les organisations syndicales se trouvent fragilisées par une loi qui leur a été imposée. Elle est en train de nous prendre deux bras-deux jambes. Il y a un changement de paradigme fondamental", explique à l'AFP Marie-Françoise Leflon, numéro deux de la CFE-CGC, qui assistera à l'intersyndicale.

"Elle touche notre coeur de vie: le dialogue social, le tissu conventionnel, la convention collective, l'accord de branche... C'est notre vie, on ne peut pas rester insensibles", insiste-t-elle.

Vendredi soir, François Hollande avait pourtant tenté de rassurer en affirmant que "les salariés français ne verront aucun de leurs droits remis en cause" et qu'il "donn(ait) à la négociation collective la place qu'elle n'a jamais eue dans notre pays".

D'autres réunions attendues

FO s'attend avec cette rencontre à un "tour d'horizon de ce que pense chaque organisation syndicale". Ensuite, "on verra si on parle d'une riposte qu'on pourrait faire ensemble", dit Michèle Biaggi, secrétaire confédérale FO.

Aucun communiqué commun ne devrait être publié à l'issue de la rencontre de mardi, estiment les deux syndicalistes, qui s'attendent toutefois à d'autres réunions.

Les intersyndicales se sont faites rares ces dernières années. La dernière, contre le poujadisme et la montée du Front National, remonte à fin 2013.

Plus récemment, début 2015, FO avait fait une tentative, pour décider d'une action commune, voire d'une grève, contre la politique d'"austérité".

Mais son numéro un, Jean-Claude Mailly, n'avait réussi à réunir que les syndicats contestataires (CGT, Solidaires et FSU). Les réformistes (CFDT, CFTC, CFE-CGC et Unsa) avaient refusé.

Le projet de loi doit être présenté le 9 mars en Conseil des ministres et discuté en avril à l'Assemblée nationale.

Mais le débat s'annonce serré. A gauche, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis a ainsi déclaré qu'il aurait "du mal à voter" cette réforme en l'état et plusieurs ministres ont souhaité dimanche qu'il évolue pour aboutir à un texte "équilibré" que la gauche puisse voter.

Une pétition en ligne, lancée vendredi à l'appel de militants associatifs et de syndicalistes, affichait lundi matin plus de 200.000 signatures de soutien.

publicsenat.fr

III) «C'est décidé: adieu PS !»

Par Lénaïg Bredoux

Quatre militants socialistes de Saint-Ouen racontent pourquoi ils viennent de quitter leur parti. Du pacte de responsabilité à la déchéance de nationalité, ils critiquent la ligne de François Hollande. Mais aussi les pratiques locales d'un PS qui s'assèche. Tous rêvent d'un mouvement citoyen et d'une autre façon de faire de la politique. D'un « truc pétillant ». Témoignages.

Ils n'avaient pas milité pour « ça ». Pas passé trois ou quatre soirs par semaine en réunion, assumé des mandats locaux, distribué des tracts de bon matin et collé des affiches tard le soir, « pour ça ». Jamila M'Barki, Dominique Garcia, Henri Lelorrain et Élise Boscherel étaient adhérents au PS de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), avec dix à trente ans de carte au compteur. Ils viennent de la rendre.

C'est encore un peu difficile. Dououreux parfois. On ne jette pas des années d'engagement politique par-dessus bord sans tristesse. Mais tous parlent sans hésiter de « cassure » ou de « rupture », celle de trop. Dans une lettre publique, plusieurs militants de cette section socialiste ont raconté leur « malaise prégnant depuis de nombreux mois et [qui] n'a cessé de s'amplifier ». Avant de conclure : « Donc, c'est décidé : adieu PS ! Sans regret. Une pointe d'amertume cependant. »

« Je me suis fait complètement avoir. » Jamila M'Barki, 50 ans, est la plus ancienne : elle entre au PS en 1986, après un passage, et des responsabilités, à SOS Racisme. Dès 1987, elle devient permanente à Solférino. Déjà, un

décalage. « Les énarques d'un ministère m'avaient sollicitée pour leur expliquer les banlieues ! La gauche n'avait aucune connaissance de la question. » En 1989, elle figure sur la liste aux municipales dans une ville dirigée par le PCF et le Front de gauche jusqu'en 2014. « À condition d'être sur une place éligible. Pas question d'être la beurette de service. » En 1990, elle bazarde tout et part pour la Guadeloupe. Mais elle reste au PS et, à son retour en métropole, en 2007, elle revient dans sa section de Saint-Ouen.



Jamila M'Barki, mardi 16 février 2016. © L.B.

Elle est rocardienne revendiquée. Elle a été membre du club Convaincre. A défendu la motion de Bertrand Delanoë au congrès de Reims, en 2008. Et tout de suite choisi François Hollande lors de la primaire de 2011. Montebourg, Aubry ? « Trop à gauche. » Elle participe à la campagne du futur président et contribue à l'organisation du meeting sur les outre-mers – elle est par ailleurs chargée de mission pour le conseil régional de Guadeloupe. Le 6 mai 2012, elle y a « vraiment cru ». La première rupture ? « Le pacte de responsabilité, dit-elle. C'est là que j'ai compris que le gouvernement était de droite. »

« Et puis, le conflit israélo-palestinien mal géré », au moment de la guerre à Gaza. Le droit de vote des étrangers : « On n'a même pas essayé. » Enfin, la déchéance de nationalité. « Ça a été le pire. Quitter le PS, c'est dur. Mais la déchéance, je ne peux pas. C'est tellement hallucinant que je n'arrive pas à comprendre comment un gouvernement de gauche peut en arriver là... » Jamila M'Barki est binationale – franco-marocaine. Elle dit que son fils de 16 ans lui a demandé si la mesure prévue dans la réforme constitutionnelle voulait dire qu'un jour, on pourrait retirer la nationalité française à sa mère, née ici. « Oui, c'est ça », lui a-t-elle dit. « On commence avec les terroristes, mais demain, ce

sera autre chose. » « La seule chose de bien, dit-elle encore, c'est le mariage pour tous. »

Sa camarade Dominique Garcia a manifesté à Paris pour cette réforme. Mais elle, elle était d'emblée moins enthousiaste sur le quinquennat. Elle n'a jamais vraiment cru en François Hollande, même si le discours du Bourget était « un moment fort ». « Tout de suite, j'ai eu l'impression que la mandature présidentielle n'avait pas été préparée. Qu'ils n'avaient pas bossé. » Conseillère pédagogique en région parisienne, elle a pourtant longtemps été « heureuse au PS ».

Elle y est entrée en 2002. Après le « 21-Avril ». « Jean-Marie Le Pen au second tour, c'était un coup de massue. J'en chialais en regardant mon poste. » Dominique Garcia et son mari Thierry se disent que leur vie « plutôt joyeuse, indépendante, solidaire, pouvait basculer du jour au lendemain ». Ils sont de gauche, elle vote souvent écolo ou Front de gauche au premier tour – née à Saint-Ouen, elle allait, adolescente, aux « cours du PCF, sur le capitalisme ou le développement du communisme à l'Est ». Son père est à la CGT. Mais elle ne milite pas et ne se syndique pas. « On est de la génération dorée », explique Dominique Garcia, 57 ans aujourd'hui. « À notre époque, tout le monde trouvait un boulot. On prenait la vie comme elle venait, dans une générosité limitée. On a fait confiance, on a laissé faire. » Et puis, ils se sont « réveillés ». « On s'est dit qu'on ne faisait pas grand-chose à part s'occuper de nous. »



Dominique Garcia, au centre, avec son écharpe d'élue. © DR

Avec son mari et son père, Dominique Garcia adhère au PS de Saint-Ouen. « Même si je n'étais pas en adéquation totale avec les idées portées par le PS, c'était le seul parti qui pouvait être amené à gouverner. Aller chez les Verts ou au Front de gauche, c'était pisser dans un violon », sourit-elle, en s'excusant aussitôt de l'expression, attablée

dans un café de sa ville, « mon village », comme elle dit. « Tout de suite, j'ai aimé. » Des militants de tous les âges, de milieux sociaux divers, des fins connaisseurs de l'histoire de la gauche et de celle de Saint-Ouen. « Un appel d'air. Un nouveau monde s'ouvrirait. »

Elle part, sac sur le dos, faire ses premières diffusions de tracts, les premières campagnes. En 2008, elle est élue au conseil municipal et devient déléguée au tourisme, après un accord PCF/PS. « Cela m'a passionnée. Je me suis éclatée. » Elle en sourit encore. Elle sourit souvent, d'ailleurs.

Mais, sa carte d'adhérente, elle n'en veut plus. Au cœur du tourbillon joyeux et enthousiasmant de son engagement, elle a découvert « les coups bas, les peaux de banane », ceux qui veulent être au premier rang sur la photo. Elle a découvert la violence politique. Jamila M'Barki, Dominique Garcia, Élise Boscherel et Henri Lelorrain quittent aussi leur parti à cause de leur section. Mélange de particularités locales et d'une évolution du PS que l'on retrouve dans de nombreuses villes. Les discussions d'autrefois, où les camarades de motions différentes se lançaient dans des « joutes verbales, mais intéressantes, constructives » (Dominique Garcia), ont disparu. « Il n'y a plus de débat », dit M'Barki.

L'espoir d'un « réveil citoyen »

Ils parlent tous du dessèchement de partis qui sont souvent réduits à n'être plus que des machines électorales, réactivées uniquement pour des batailles de postes, en interne (secrétaire de section, secrétaires fédéraux...) et en externe (municipales, départementales...). Élise Boscherel a été candidate aux cantonales en 2011. Elle avait 28 ans et déjà plusieurs années au cœur de l'appareil socialiste : militante à l'Unef à Rennes, elle entre en 2005 au Mouvement des jeunes socialistes (MJS). « Un choix réfléchi », et après avoir hésité entre le PS et le PCF.



Elise Boscherel © DR

« J'ai un parcours hyper classique », dit-elle, en s'excusant. Au MJS, elle devient vite secrétaire nationale, y reste six ans. Puis, candidate donc aux cantonales à Saint-

Ouen. « C'était une super expérience. Mais je ne me voyais pas devenir professionnelle de la politique. Très vite, tu es hors sol. Les gens te regardent d'une autre manière, tu restes avec un sourire figé, tu dois saluer telle ou telle personnalité. La déconnexion peut aller très vite. Et puis, je ne me sentais pas maîtresse de moi-même. » Elle défend l'aile gauche du PS, sans hésiter. Elle parle de « loyauté », de « fidélité » – c'est important.

Mais « dans le 93, Barto [Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale – ndlr] est le baron. Il est contre Le Roux. Tout ce qui se passe dans les sections dépend de cette question. Moi, j'ai été propulsée parce que j'étais fiable pour mon courant. Les gens, eux, croient que c'était parce que j'étais la plus compétente... J'ai pensé que je leur mentais en ne leur disant pas que c'était aussi un jeu politicien. »

Dans la section de Bruno Le Roux, proche de François Hollande et président du groupe PS à l'Assemblée, ceux qui s'en vont dénoncent aussi des « magouilles », à coups d'adhésions en masse « de gens qu'on ne voyait qu'une fois », une dérive « communautariste » et une « dépolitisation » générale. « Le PS, c'est Baron noir », disent-ils, en référence à la dernière série politique de Canal +.

Les municipales de 2014 ont achevé de rompre la confiance entre la majorité de la section, acquise à la ligne Hollande/Valls, et la minorité de l'aile gauche. Les premiers ont refusé de soutenir le Front de gauche arrivé devant le PS au premier tour – la droite est passée, avec le soutien plus ou moins affiché de certains socialistes. Les insultes (jusqu'à « raciste », « petit Blanc ») fusent. « C'était tout le temps. On essayait de se motiver entre nous mais, parfois, on baissait les bras... J'avais la boule au ventre avant d'aller en réunion de section », dit Élise Boscherel.

En juillet 2014, tout bascule : à la sortie d'une réunion de section, Henri Lelorrain, figure de l'aile gauche du PS en Seine-Saint-Denis, est frappé par un de ses camarades, acquis à la majorité – Marianne avait raconté l'affaire en détails. Nez cassé. Il dépose plainte. En juin 2015, Youcef Ayadi est condamné à deux mois de prison avec sursis par la 12e chambre du tribunal correctionnel de Bobigny. La commission des conflits du PS ne fait que le suspendre six mois. Lelorrain a fait appel de cette décision – sa demande est, à ce jour, restée lettre morte.



Henri Lelorrain à droite, avec Bruno Le Roux à ses côtés © DR

« Non seulement la ligne libérale-autoritaire de Hollande et Valls est devenue intenable, mais le PS ne permet même plus de faire une élection interne pas trop truquée et de protéger ses militants. Le parti ne respecte plus ni ses statuts ni ses adhérents. Je me suis longtemps battu, mais cela ne sert à rien », raconte Henri Lelorrain, 40 ans, au PS depuis 2005. Fan du Red Star, il est connu comme le loup blanc dans sa ville, où il est prof en lycée pro et où il a été élu adjoint aux sports de 2008 à 2014. Au café, ils sont nombreux à venir le saluer. Il était candidat aux européennes et, encore, aux dernières régionales. Il a morflé, c'est évident. Mais aujourd'hui, il est soulagé.

Il a repris le sport, commence à prendre des cours d'arabe, il s'astreint à visiter une expo par semaine. Il est trésorier d'une micro-brasserie collaborative. « J'ai pu aller au théâtre, dit-il dans un sourire. Je profite de moi, de ma famille. La politique, c'est trois ou quatre réunions par semaine... C'est une vie de dingue. » Pas question de prendre une carte ailleurs. Aucun de ses anciens camarades n'y songe. Ils rêvent tous d'autre chose.

Pour eux, le PS est « mort ». Et la « forme parti » avec lui. « Ailleurs, ce sera le même fonctionnement. Cela va commencer avec des beaux discours et se finir avec des problèmes d'ego et des tractations épuisantes pour les élections, juge Jamila M'Barki. Le changement viendra des citoyens, pas d'un parti politique. Les partis sont tellement déconnectés qu'ils ne peuvent plus apporter grand-chose. »

« Je ne veux plus de politique politicienne qui considère les citoyens comme des électeurs, explique aussi Élise Boscherel, prof de lettres-histoire en lycée pro à Épinay (Seine-Saint-Denis). On arrive à la fin d'un cycle. Chez les

Verts, au Front de gauche, c'est pareil. C'est l'appareil lui-même qui devient archaïque, d'autant plus que c'est très lié à la Ve République. Il faut non seulement changer la Constitution : il faut un réveil citoyen. »

« La façon dont la gauche est idéologiquement minoritaire aujourd'hui nécessite de repenser les cadres, de trouver autre chose », dit Henri Lelorrain, citant l'exemple de Podemos et de Syriza. Dominique Garcia choisit presque les mêmes mots : « L'avenir est aux structures alternatives, qui ne soient plus pyramidales. Les citoyens doivent se réapproprier un espace public, un espace de parole. Ils ont besoin d'échanger. »

Ces quatre-là n'ont pas baissé les bras. Jamila M'Barki pense que « chacun dans son coin peut faire évoluer les choses ». Elle évoque l'association du XII^e arrondissement qui accompagne des jeunes victimes de violences policières (lire l'enquête de Louise Fessard), les batailles des parents d'élèves... « On a quand même envie de s'impliquer. Ne serait-ce que pour l'avenir de nos gamins. » Dominique Garcia organise des « rencontres citoyennes » – la prochaine, consacrée aux droits des femmes, a lieu le 11 mars. « J'ai bon espoir que les générations qui viennent mettront un bon coup de pied dans la fourmilière. C'est encore tôt mais je veux y contribuer. Et même si c'est dans 30 ou 40 ans, j'aurais mis ma petite pierre. »

Élise Boscherel, 33 ans, a adhéré au Mouvement commun initié par le député Pouria Amirshahi. « Je ne suis pas du tout pessimiste, je suis impatiente, dit-elle. Des choses vont bouger. Pour l'instant, on ne sait pas où aller, on est un peu perdus. Mais si un mouvement se lance, des gens sont disponibles. Et moi, je donnerai mon temps avec plaisir ! » Henri Lelorrain, lui aussi, rêve d'un truc « pétillant ». Si une dynamique se crée à Saint-Ouen sur le modèle de Grenoble, il promet d'en être. Quand on le quitte, il souffle dans un sourire : « La vie est belle, la vie est longue... » Son ex-camarade Élise Boscherel nous dira presque la même phrase, quelques heures plus tard : « L'histoire est longue. »

mediapart.fr

Le pervers narcissique décrit dans un court-métrage brillant

La violence conjugale peut s'exprimer de mille façons. Il y a la violence physique, avec les coups et les cris, mais il y a aussi la violence psychologique, qui laisse moins de trace et fait moins de bruit... Heureusement, un brillant court-métrage sort ce fléau du silence.

Plus sournoise que toute autre forme de cruauté conjugale, la violence psychologique se montre discrète et fait peu parler d'elle. Pourtant, derrière le bonheur factice de milliers de couples, elle ronge, brise et détruit des femmes auxquelles nul ne prête attention.

Généralement, l'auteur de ce type de violence est qualifié de pervers narcissique. Charmant au premier abord, cet individu cache en lui de multiples mais déplorables talents : il sait dévaloriser sa partenaire, l'humilier, la contrôler, la culpabiliser et la manipuler pour, au final, devenir son pire cauchemar. Le tout sans même que sa victime ne soit capable de lutter... et sans que personne ne s'aperçoive de rien !

Ce type de prédateur a déjà fait l'objet de multiples articles, de reportages et de descriptions mais est encore très peu présent dans la fiction. En ce sens, le court-métrage belge qui va suivre est très précieux. Fred et Marie (c'est son titre) nous aide à reconnaître le pervers narcissique qui, dans les coulisses d'un foyer heureux en apparence, agit discrètement, tel un serpent...

Le pervers narcissique est un beau parleur. Capable de dire tout et son contraire, il jongle avec habileté entre toutes les postures, inverse les rôles, fait preuve d'une apparente logique, sème la zizanie, se pose en victime, s'énerve peu, se montre tour à tour froid puis attentionné, passe en un instant du reproche au compliment et inversement... Bref, c'est un caméléon pas toujours facile à identifier et donc, à combattre. En ce sens, le film qu'on vient de voir est précieux : il donne à voir ce coupable insoupçonné dont les actes de violence sont imperceptibles à l'œil nu.

Si vous vous posez des questions sur votre propre cas, sur celui d'une amie ou d'une proche, il existe un petit test en 15 questions. Il vous aidera à savoir si l'homme que vous soupçonnez est un pervers narcissique. Si le test est positif ou si le moindre doute subsiste, faites-vous aider en appelant le 3919, le numéro de téléphone consacré aux violences conjugales.

La violence psychologique n'est pas à prendre à la légère. Elle peut conduire à des gestes désespérés. Et, contrairement à la violence physique, elle ne laissera jamais de bleu suspect pour mettre la puce à l'oreille d'un médecin ou d'un proche avant qu'il ne soit trop tard.



Crédit photo : Fred et Marie

Fred et Marie : Un film à voir et à montrer.

Edit : Dans Fred et Marie, le pervers narcissique est un homme. Mais, comme vous avez été nombreux à nous le rappeler en commentaires, le pervers narcissique peut aussi être une femme (une épouse, une mère ou une amie). Le pervers narcissique n'a pas de sexe et ses victimes peuvent être multiples. Ça va mieux en le disant, dont acte.

<https://youtu.be/wokOgLqdtf4>

POSITIVR

A Suivre... La Presse en Revue



Quelques jours de repos...